



Kigali, le 28 février 1966.

N o t e
au Président de la République.

Lors de notre entretien, vous m'avez demandé de vous faire part de mes premières impressions du Rwanda. Voici quelques réflexions.

Jusqu'ici, la notion de pays en voie de développement était pour moi tout théorique. N'ayant vécu que dans des pays hautement développés (Europe et Etats-Unis), je n'avais abordé les problèmes du développement que par l'intermédiaire d'études économiques et statistiques. La réalité rwandaise est donc une découverte. Je suis enchanté des spectacles qu'offre le pays, notamment du charme et de la grâce de ses habitants, de ses paysages verts et vallonnés. Mais je crois aussi entrevoir que, dans la perspective du développement économique du pays, maints problèmes se posent. Par problèmes, j'entends dans ce contexte les questions que soulève la recherche des priorités et des moyens les plus aptes à conduire au développement le plus large et le plus rapide.

*
* *

Ce qui, à première vue, m'a frappé le plus au Rwanda ce sont - vues à l'échelle nationale - la structure d'âge, la densité et le taux d'accroissement de la population, la richesse de son potentiel agricole, la faiblesse des moyens matériels dont disposent les populations et leur Gouvernement, enfin l'effort énorme qui devra être accompli - dans les domaines infrastructure, agriculture et industrie - pour parvenir à un niveau général de développement s'approchant de celui des pays développés.

Cet effort sera d'autant plus grand qu'il devra tendre à donner au pays un taux de croissance économique particulièrement

élevé pour compenser l'expansion démographique qui est en cours.

D'après la statistique rwandaise, la population devrait s'accroître annuellement d'environ 100'000 personnes. Ce chiffre devrait s'élever rapidement eu égard au grand nombre des jeunes qui atteindront l'âge de se marier au cours des prochaines années. Selon une enquête faite en 1963, la population " jeune ", répartie en groupes d'âges, s'échelonnait comme suit :

<u>Groupe d'âge</u>	<u>Nombre de personnes (en milliers)</u>
0 - 4	612
5 - 9	419
10 - 14	419
15 - 19	285
20 - 24	190
25 - 29	193

S'il est possible que ces chiffres ne soient pas d'une exactitude absolue, les erreurs devraient être monumentales pour mettre en cause les ordres de grandeur qu'ils reflètent. Ainsi, selon toutes probabilités, le nombre des jeunes arrivant à l'âge du mariage va progressivement, mais fortement, augmenter au cours de la prochaine décennie. Même si le taux d'accroissement devait rester stable, le nombre des nouveaux-nés s'élèvera considérablement dans une population qui compte déjà une proportion très forte d'enfants et d'adolescents.

Comme elle reflète la vitalité du peuple, l'expansion démographique est, à cet égard, chose désirable. En outre, l'émigration peut affaiblir la ponction faite aux disponibilités alimentaires. (D'un autre côté, elle réduit le nombre des bras productifs). Il est vrai aussi que la pression démographique dégage des forces qui, dans certaines conditions, sont susceptibles de stimuler le développement en incitant l'individu à de plus grands efforts et la communauté à une meilleure organisation et à de plus grands investissements (dont l'ampleur demeure pourtant conditionnée par les ressources existantes). Ceci étant dit, il n'en demeure pas moins qu'un mouvement démographique accéléré accroît la charge que représente pour le revenu national cette partie de la population qui consomme sans participer à l'effort productif; il tend donc à diminuer le revenu par tête, simultanément à augmenter les dépenses que nécessite la mise en place d'une infrastructure plus étendue et à réduire

les sommes qui peuvent être dégagées (à l'intérieur du pays) pour des investissements directement productifs.

La principale ressource du Rwanda est l'agriculture. Elle assure la subsistance de la population, mais aussi, avec certains minerais, la majeure partie de ses recettes en devises étrangères (café, pyrèthre et thé). Son rôle dans l'économie nationale est d'autant plus important que les bouches à nourrir, comme nous venons de le voir, devraient se multiplier rapidement. Or, il s'agit là d'un secteur dans lequel - si j'en crois mes yeux et les avis que j'ai entendus - tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes. La lutte anti-érosive ne semble pas être conduite avec la conviction qui devrait naître de la conscience aiguë que le sol sera, dans l'avenir plus encore que dans le passé, une part essentielle du patrimoine national à sauvegarder et à valoriser. S'agissant du cheptel, les prescriptions vétérinaires ne paraissent pas être respectées avec la régularité qui est nécessaire au maintien de son état de santé; et l'amélioration des qualités de la race bovine ne progresse guère. Enfin, le niveau de certaines cultures vivrières et industrielles a subi des affaissements au cours des dernières années. Sans doute faut-il voir dans cette régression la conséquence momentanée de changements apportés par l'accession à l'indépendance; il est donc légitime d'espérer un redressement au cours des années prochaines.

Mais il est une constatation plus grave, car elle engage l'avenir : le résultat des actions des assistances techniques étrangères en vue de l'amélioration de la productivité agricole ne semble pas, ou du moins pas encore, avoir fait suffisamment tâche d'huile et pénétré les collines. Ces actions n'exercent, pour l'instant, qu'une influence marginale : elles constituent des îlots au milieu d'une agriculture qui continue de travailler au rythme, selon les méthodes et dans les cadres ancestraux.

Force est d'inférer de ce qui précède qu'un écart tend à se creuser entre l'augmentation de la population et la production agricole nationale, qui pourrait se traduire par des déficiences alimentaires sporadiques d'abord, puis par une sous-alimentation progressive des populations. A l'occasion d'accidents climatiques, cet écart pourrait même conduire à de graves pénuries et contraindre le gouvernement à des importations massives de denrées alimentaires (qui, notons-le en passant, à défaut d'aides extérieures,

grèveraient lourdement la balance des paiements).

Il s'agit là d'une vue peut-être pessimiste des choses. (J'ai du reste fait abstraction de la possibilité de freiner l'expansion démographique par le contrôle des naissances). Mais si gouverner c'est prévoir, il devrait être nécessaire de tenir compte d'une telle éventualité et d'en tirer le mobile d'une action. Comment le faire, si ce n'est en accordant (sans bien entendu négliger le développement minier et industriel) aux mesures susceptibles d'accroître la productivité dans les cultures vivrières et industrielles une priorité dans le programme de développement du Gouvernement. Cet accroissement pourrait du reste être obtenu sans mettre en oeuvre des moyens matériels et financiers considérables (ce qu'exigerait la valorisation industrielle de certaines productions agricoles : bananes par exemple). La réalisation de l'objectif dépend, en effet, moins d'investissements nouveaux que d'un effort concerté d'éducation à l'échelle nationale. Les composantes du problème agricole ne sont pas uniquement techniques et économiques, pas plus ici qu'ailleurs. La mentalité paysanne, façonnée par une expérience et des traditions séculaires, y joue un rôle déterminant. Qui qu'il en soit, l'action des Assistan- ces techniques demeurera vaine tant et aussi longtemps que la masse de la paysannerie rwandaise ne sera pas persuadée qu'une augmentation de la productivité de son travail, plus précisément une réforme de ses méthodes de production, est une opération rentable sur le plan individuel et nécessaire à la Nation. Pour élever le niveau d'existence des populations et, simultanément, prévenir le danger d'une sous-alimentation progressive, voire de graves pénuries alimentaires, il serait nécessaire de donner aux expériences, constatations et recommandations des Assistan- ces techniques une résonance à l'échelle nationale. Il serait à cette fin utile que, sous l'égide du Ministère de l'Agriculture, une confrontation des expériences faites jusqu'ici soit organisée, puis que la synthèse des conclusions soit faite en vue de réunir, si possible, les éléments d'une action généralisée.

*

*

*

J'ai le sentiment que les développements ci-dessus n'ont rien d'original. Je crains aussi qu'il ne s'agisse de conclusions et de suggestions qui vous ont déjà été présentées, et je m'en excuse : l'essentiel est qu'elles soient exactes. Même si les perspectives réelles devaient n'être pas aussi inquiétantes, une action en vue d'un relèvement généralisé de la productivité agricole n'en serait pas moins à la fois nécessaire et urgente. De toutes façons, l'insuffisance de la production agricole nationale peut, le cas échéant, contraindre le Gouvernement à la compléter par des importations qui se feraient au détriment non seulement d'achats de produits manufacturés mais, ce qui est plus important encore, de l'importation des matières de base nécessaires à l'industrie transformatrice nationale. Toutes mesures utiles devraient être prises à temps pour éviter d'en arriver à semblable extrémité.

Certaines des affirmations ci-dessus pèchent peut-être par méconnaissance des réalités rwandaises. Si tel devait être le cas, je serais tout prêt à réviser mon jugement.